

COMPTE - RENDU DE LA PARTICIPATION DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES AUX ASSEMBLEES ANNUELLES DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI A WASHINGTON

19 – 22 octobre 2007

Une délégation Djiboutienne présidée par **S.E. Monsieur ALI FARAH ASSOWEH**, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification Chargé de la Privatisation a participé à Washington, du 19 au 22 octobre 2007, aux Assemblées annuelles de la Banque Mondiale et du FMI.

Cette délégation était composée de :

- ❖ **DJAMA MAHAMOUD HAID**, Gouverneur de la Banque Centrale (BCD) ;
- ❖ **MOHAMED AHMED AWALEH**, Directeur de Cabinet du Premier Ministre ;
- ❖ **SIMON MIBRATHU**, Secrétaire Général du Ministère des Finances ;
- ❖ **AHMED OSMAN**, Directeur de la Banque Centrale de Djibouti (BCD) ;
- ❖ **ALMIS MOHAMED ABDILLAH**, Directeur du Financement Extérieur
- ❖ **MALIK GARAD**, Chef de Service Etudes à la Banque Centrale (BCD).

A également pris part à la mission, **Monsieur ROBLEH OLHAYE**, Ambassadeur de Djibouti à Washington.

Cette mission a permis aux autorités Djiboutiennes de discuter sur l'évolution de l'économie mondiale et de prendre part aux discussions sur le rôle et la place de l'Afrique au sein de ces institutions.

A ce titre, et à travers le Caucus, les dirigeants africains ont exprimé leurs préoccupations dans la réalisation des ODM à l'horizon 2010

En marge de ces réunions, la délégation Djiboutienne a eu des discussions avec les responsables de la Banque et du FMI et à pu discuter des progrès réalisés par notre pays au niveau macroéconomique et financiers, du programme d'Investissement publics, des actions entreprises dans le domaine social et dans la réalisation des ODM, des investissements directs étrangers, de l'allocation allouée à Djibouti, de la mise en œuvre progressive de l'INDS à travers la création de l'Agence (ADDS) et des nouvelles perspectives de partenariat. Ces perspectives étant la mobilisation de ressources additionnelles et la future allocation pour Djibouti pour le programme triennal 2008 2011 concernant la Banque Mondiale ainsi que la négociation d'un programme financier avec le FMI afin de parfaire les reformes macro économiques et structurelles et de renforcer la compétitivité de notre économie.

LA REUNION DU GROUPE DES GOUVERNEURS AFRICAINS

Lors de cette réunion présidée par le Gouverneur de la Mauritanie, les gouverneurs des pays africains ont tenu à exprimer aux dirigeants de la Banque mondiale et du FMI leurs inquiétudes quant au poids et au rôle de l'Afrique au sein des institutions de Breton Woods.

Les gouverneurs des pays Africains ont également réitéré leurs inquiétudes relatives à la réalisation des Objectifs du Millénaire (ODM) pour les pays d'Afrique Sub-saharienne. Il a été rappelé aux dirigeants des institutions de Brettons Wood qu'au rythme actuel, 23 pays de l'Afrique Sub-saharienne n'atteindront aucun des ODM, 13 d'entre eux n'atteindront qu'un seul des ODM et que neuf d'entre eux n'atteindront au plus qu'un seul des ODM.

A travers ce constat alarmant, c'est l'attitude de la communauté internationale et le non respect des engagements pris par cette dernière qui a été souligné. Plus particulièrement, les engagements de Greeneagles de doubler d'ici 2010 l'APD pour l'Afrique. L'ensemble de ces doléances et inquiétudes ont été remises par le groupe des gouverneurs Africains au Directeur de la BM ainsi qu'au Directeur du FMI par le biais d'un Mémoire pour l'année 2007 lors des discussions de travail.

Par ailleurs, les Gouverneurs africains ont tenu une réunion le 19 octobre 2007 au sujet du mode de rotation pour la désignation des administrateurs (titulaires et suppléants) aux conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI. Pour encourager es pays n'ayant pas encore siégé à ces conseils, il a été recommandé que la République de Djibouti et du Tchad proposent des candidats au poste d'administrateur suppléant à la Banque et au FMI en 2010.

REUNION AVEC M.I.G.A.

La Vice-Présidente de MIGA, **Mme YUKIKO OMURA**, a reçu la délégation Djiboutienne pour une réunion de travail. Lors de cette réunion a été souligné le partenariat naissant et croissant de MIGA qui accompagne le processus de développement de la République de Djibouti en appuyant par sa garantie le projet d'investissement du Port de Doraleh.

Durant cette séance de travail, la délégation a tenu à énumérer les possibilités d'investissement en cours en République de Djibouti et a invité MIGA à renforcer son action à Djibouti.

Le Ministre a aussi profité de l'occasion pour inviter l'agence MIGA à Djibouti dans le cadre de la réunion des Directeurs exécutifs de la BID également couplée avec un Forum des hommes d'affaires des pays du Golfe et du Moyen-Orient. Cette réunion constituera une opportunité majeure pour promouvoir les potentialités

d'investissements en République de Djibouti et pourrait également bénéficier au partenariat récent entre MIGA et notre pays.

Durant les discussions, la délégation a souligné le paradoxe existant au sein du groupe de la Banque Mondiale avec d'une part un rapport **DOING BUSINESS** qui demeure très critique à l'encontre du climat des affaires en République de Djibouti et la forte croissance des investissements extérieurs accompagnés par l'Agence MIGA dont le rôle et les intervention vont croissant ces derniers mois.

Enfin, le Ministre a invité MIGA à mieux et plus communiquer à Djibouti, à travers l'organisation d'atelier et de séminaires. D'expliciter son rôle et ses missions ainsi que les opportunités offertes afin de promouvoir les investissements en République de Djibouti

Le Ministre a profité de son séjour à Washington pour valider l'augmentation de la couverture de MIGA sur le financement du projet de la seconde phase du projet de Doraleh, à savoir la construction du terminal à conteneurs, à hauteur de 450 Millions \$US.

REUNION AVEC LE F.M.I.

La délégation Djiboutienne a également eu des discussions avec les responsables du FMI. Ainsi et en marge des Assemblées annuelles, la délégation a successivement rencontré **Monsieur Portugal**, Directeur général adjoint du FMI, et **Monsieur Mohsen KHAN**, Directeur du Département MENA, ainsi que l'équipe en charge de Djibouti.

Durant ces rencontres et échanges, la délégation a exprimé son incompréhension quant aux relations entre Djibouti et le FMI. Cette incompréhension est d'autant plus surprenante que le dernier aide-mémoire établi par l'équipe en charge du dossier de Djibouti semblait optimiste sur l'éventualité pour Djibouti de négocier une nouvelle FRPC. La délégation a fait part de sa surprise de voir la fermeture par le FMI de sa mission résidente à Djibouti.

Le Ministre des Finances a profité de ces discussions pour exposer aux responsables du FMI l'évolution économique et les investissements réalisés sur fonds propres et également les importants investissements directs étrangers (IDE) qui affluent vers Djibouti.

Le Ministre a tenu a exprimé aux responsables du FMI sa vision sur les perspectives prometteuses pour Djibouti des retombées de ces IDE et a souligné la nécessité d'un nouveau partenariat entre la République de Djibouti et le FMI. Ce partenariat devrait selon le Ministre aider Djibouti à avoir une croissance plus équilibrée, aider les autorités Djiboutiennes à mettre en œuvre une fiscalité plus juste et plus équitable et sur ce point le Ministre a tenu a exprimer sa satisfaction sur l'assistance dont a bénéficié Djibouti durant les mois de juin à aout 2007 (missions fiscales). Le Ministre a

également souligné la coopération entre la BCD et le FMI à travers un GSF et l'expertise dans le suivi et le contrôle de la réglementation financière Djiboutienne.

Le Ministre a enfin exprimé que ces réunions en marge des Assemblées annuelles du FMI et de la BM étaient une excellente opportunité afin de clarifier une situation devenu ambiguë et poser les bases d'une meilleure et plus saine coopération. Il a ainsi invité les responsables du FMI à réagir suite aux éclaircissements apportés et sur la volonté des autorités Djiboutiennes de renouer un dialogue

Les représentants du FMI ont tenu à exprimer qu'il ne devait subsister aucun doute sur leur volonté de nouer un partenariat avec Djibouti. Les responsables du FMI ont également souligné que la mission résidente n'était pas fermée mais que le contrat du représentant résident étant venu à terme ; le FMI attendait surtout et en premier lieu la mise en œuvre d'un programme avant de mandater un nouveau représentant résident. Les représentants du FMI ont également souligné qu'aucun programme PSF ne sera nécessaire pour Djibouti afin de négocier une nouvelle FRPC.

Le Ministre a exprimé son réconfort sur l'engagement pris par les responsables du FMI pour la mise en œuvre future d'un nouveau partenariat qui de facto s'annonce proche. Le Ministre des Finances a également apprécié le fait que le point d'achoppement concernant la question du taux de change ne soit plus d'actualité et que les instances du FMI se soient alignées sur le point de vue de Djibouti.

REUNION AVEC LA BANQUE MONDIALE

La délégation Djiboutienne a également enfin eu des échanges avec **Monsieur Philippe Ong Sen**, Administrateur de la Banque mondiale pour Djibouti ; **Madame Daniela GRESSANI**, Vice présidente de la Banque Mondiale, accompagnée de **Monsieur Emmanuel MBI**, Directeur des Opérations, et de l'équipe en charge de Djibouti. Lors de ces entretiens, le Ministre a décrit la situation économique, politique et sociale qui prévaut actuellement à Djibouti.

En effet, notre pays demeure un havre de paix dans une région tourmentée par les conflits et leurs malheurs Dans cette corne de l'Afrique, Djibouti a réussi ainsi de bons préalables avec une croissance économique satisfaisante (5% de croissance du PIB-tirée par le programme des investissements publics) et des IDE en provenance des pays du Golfe et du Moyen-Orient. Performances entravées selon le Ministre par des contraintes exogènes tels que la croissance de l'Euro par rapport au dollar, la hausse du prix des hydrocarbures et des matières premières pour ne citer que ces points qui ont généré une inflation de 4.8% qui pénalise les ménages et affecte leurs pouvoirs d'achat.

Toutefois, dans ce contexte qui demeure assez prometteur, le Ministre a tenu à exprimer l'inquiétude des autorités sur les développements futurs avec un accroissement de la précarité et de la pauvreté en République de Djibouti. Le Ministre a souligné la nécessité et la volonté des autorités Djiboutienne de susciter une

croissance économique saine et durable et pour cela de mieux répartir les fruits de la croissance. Ce souci s'inscrit dans la stratégie de réduction de la pauvreté impulsée par le Président de la République et intitulée INDS.

Le Ministre a ainsi profité de l'opportunité qui lui est offerte pour remercier la Banque qui a su accompagner de manière rapide et efficace les autorités nationales dans la formulation de cette nouvelle Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS).

Durant ces discussions, le Ministre a rappelé, suite aux notations effectuées par l'équipe de la Banque mondiale, les excellentes performances enregistrées par Djibouti pour la gestion des projets IDA.

Néanmoins, il a été amené à regretter la faible allocation pour Djibouti en raison des mauvaises notations pour la gestion des finances publiques. Le Ministre a ainsi exprimé le souhait qu'à travers le processus des nouvelles réallocations dans le cadre de l'IDA-15 la République de Djibouti soit mieux dotée et a souhaité que les discussions menées en interne au sein de cette institution et sur l'allocation aux petits pays puissent bénéficier à Djibouti. Le Ministre a souligné que cette faible allocation résulte essentiellement de la faible évaluation de Djibouti par la Banque Mondiale sur le CPIA (Country Policy and Institutional Assessment) et a émis le souhait d'un partenariat renforcé ainsi que d'une meilleure communication afin d'améliorer la notation de Djibouti.

Les discussions ont par la suite porté sur les défis à venir pour Djibouti et sur la nécessité de mobiliser davantage de ressources. Les points de discussions portant essentiellement sur les domaines de l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation, la question du genre et la gouvernance.

Le Ministre a tenu à mentionner sa satisfaction globale sur la qualité du partenariat entre Djibouti et la Banque Mondiale pour les efforts accomplis. Il a ainsi réitéré le souhait des autorités Djiboutiennes d'avoir une représentation de la Banque Mondiale à Djibouti et a invité la Vice-présidente à se rendre à Djibouti courant janvier-février 2008.

Annexe 1

PROGRAMME DES RENCONTRES DE LA DELEGATION DE DJIBOUTI A WASHINGTON (19 – 22/10/2007)

Assemblées Annuelles Banque mondiale – FMI

Jeudi 18 Octobre 2007

10 h 00 Réunion technique au niveau des Conseillers accompagnés des Gouverneurs au Fonds monétaire international (**HQI 2-530**)

Vendredi 19 octobre 2007

10 h 30 Réunion du Groupe Africain à la Banque mondiale (**Preston Auditorium**)

15 h 00 Réunion avec **Mme Yukiko Omura**, VP MIGA, (Room U12-0030)

19 h 00 Diner offert par **M. Emmanuel MBI**, Directeur des Opérations pour Djibouti.

Samedi 20 octobre 2007

11 h 00 Réunion avec **M. MOHSEN KHAN**, Directeur du Département MENA du FMI

12 h 00 Réunion avec l'Equipe en charge de Djibouti du FMI

16 h 30 Réunion des Gouverneurs africains avec le Directeur du Fonds monétaire international, **M. Rodrigo De Rato** (**HQ2 Conference Hall**)

18 h 00 Réunion des Gouverneurs africains avec le Président de la Banque mondiale, **M. Robert Zoellick**.

Dimanche 21 octobre 2007

13 h 00 Déjeuner avec le Président de la BID

16 H 30 Réunion avec **M. Phillipe Ong Sen**, Administrateur de la B.M.

17h30 Réunion avec **M. Portugal**, Directeur General adjoint du FMI.

Lundi 22 octobre 2007

9 h 00 Réunion avec **Mme Daniela GRESSANI**, Vice-présidente de la Banque Mondiale pour la Région MENA (H Building H10-201)

10 h 00 Cérémonie d'ouverture des Assemblées annuelles

14 h 30 Cérémonie de clôture des Assemblées annuelles.